



Conseil de sécurité

Débat ouvert (VTC)

**Consolidation et pérennisation de la paix:
Facteurs contemporains de conflit et d'insécurité**

**Peacebuilding and Sustaining Peace:
Contemporary Drivers of Conflict and Insecurity**

New York, le 3 novembre 2020

Déclaration soumise par Mme Pascale Baeriswyl,
Représentante Permanente de la Suisse

Monsieur le Président,

La Suisse remercie Saint-Vincent-et-les-Grenadines pour l'organisation de ce débat et les intervenantes et intervenants pour leurs contributions.

Les situations à l'agenda du Conseil de sécurité sont témoin de l'impact négatif de défis contemporains tels que la Covid-19 et le changement climatique sur la paix et la sécurité internationales. Il est nécessaire que le Conseil reconnaisse ces liens et renforce son engagement dans le cadre d'une approche holistique, qui engage les trois piliers des Nations Unies, à même de traiter des causes profondes des conflits et de l'insécurité.

La Suisse souhaite souligner trois domaines d'actions, qui plaident pour un engagement accru du Conseil:

Premièrement, les effets du changement climatique remettent en cause la consolidation de la paix et la réalisation des objectifs de développement durable dans divers contextes marqués par des niveaux élevés d'inégalité et de vulnérabilité au sein de la population. Le changement climatique et les catastrophes naturelles peuvent engendrer des déplacements de personnes et contribuer à exacerber les tensions entre différentes communautés. Nous devons prévenir ces catastrophes et l'insécurité alimentaire. C'est pour cela que la Suisse assiste, par exemple, des communautés en Somalie dans la mise en œuvre d'un réseau d'alerte précoce. Une analyse systématique des risques liés au changement climatique doit informer les décisions du Conseil, notamment en lien avec les mandats des missions de paix. A cet effet, nous appelons le Conseil à faire plein usage des ressources existantes au sein du système onusien, y inclus le Mécanisme de sécurité climatique qui rassemble le PNUE, le PNUD et le DPPA, et les structures sur le terrain. La Suisse apprécie l'engagement du Groupe des amis sur le climat et la sécurité ainsi que la création du Groupe d'experts informel du Conseil de sécurité sur ce sujet.

Deuxièmement, comme le Conseil de sécurité l'affirme dans sa résolution 2532, la pandémie de la COVID-19 risque de réduire à néant les acquis obtenus par les pays en transition et les pays sortant

d'un conflit en matière de consolidation de la paix et de développement. Une approche inclusive et fondée sur les droits de l'homme doit guider les efforts visant à mieux reconstruire l'après-pandémie. La Commission de consolidation de la paix est idéalement placée pour promouvoir une réponse cohérente et coordonnée entre les trois piliers du système des Nations Unies et les organes principaux, dans le respect des priorités définies par les Etats membres au niveau national. Nous invitons le Conseil à tenir pleinement compte des contributions de cette Commission dans ses travaux.

Troisièmement, le défi commun posé par les crises actuelles ouvre également des opportunités. L'initiative *Blue Peace* lancée par la Suisse est un tel exemple. La gestion commune des ressources en eau partagées permet de réduire des tensions et de contribuer à la stabilisation des relations entre les différents Etats ou parties prenantes. Plusieurs programmes concrets ont été mis en œuvre au Moyen-Orient, en Asie Centrale et en Afrique de l'Ouest. Le soutien du Conseil de sécurité à la diplomatie préventive, à travers les missions politiques spéciales de l'ONU et en collaboration avec des organisations régionales et sous-régionales, s'inspire d'une même approche et dispose encore d'un important potentiel de développement.

Les liens entre paix, développement et action humanitaire sont au centre de la politique étrangère de la Suisse, y inclus dans son rôle de Vice-présidente de l'ECOSOC, de membre de la Commission de consolidation de la paix l'année prochaine et, une fois élue, en tant que membre non-permanent du Conseil en 2023-24.

Je vous remercie.

Unofficial translation

Mr President,

Switzerland would like to thank Saint Vincent and the Grenadines for organising this debate and the speakers for their contributions.

The situations on the Security Council's agenda highlight the negative impact of contemporary challenges such as COVID-19 and climate change on international peace and security. It is necessary that the Council recognise these linkages and strengthen its engagement as part of a holistic approach, which engages the three pillars of the United Nations, in order to be able to address the root causes of conflicts and insecurity.

The following three areas of action call for an increased engagement by the Council:

First, the effects of climate change pose a challenge to peacebuilding efforts and the achievement of the Sustainable Development Goals in various contexts where high levels of inequality and vulnerability are present within the population. Climate change and natural disasters can result in the displacement of persons and contribute to exacerbating tensions between different communities. Prevention is key in dealing with disasters and food insecurity. This is why Switzerland assists, for example, communities in Somalia in the implementation of an early warning network. A systematic analysis of climate change risks must inform the Council's decisions, particularly in relation to the mandates of peace missions. We call on the Council to make full use of existing resources within the UN system, including the climate security mechanism that brings together the UNDP, UNEP and DPPA, and field structures to this effect. Switzerland appreciates the commitment of the Group of Friends on Climate and Security and the establishment of the Informal Expert Group of the Security Council on this subject.

Second, as the Security Council affirms in its resolution 2532, the COVID-19 pandemic threatens to reverse the peacebuilding and development gains made by countries in transition and post-conflict countries. An inclusive approach, anchored in human rights, must guide the efforts to build back better in the aftermath of the pandemic. The Peacebuilding Commission is ideally placed to promote a coherent, coordinated response of the three pillars of the United Nations system and its principal bodies, while respecting the priorities defined by the Member States at national level. We invite the Council to take full account of the Commission's contributions in its work.

Third, the common challenge posed by the current crises also opens up opportunities. The *Blue Peace* initiative launched by Switzerland is such an example. The common management of shared water resources makes it possible to reduce tensions and to promote stable relations between different states or stakeholders. Several specific programmes have been implemented on the ground in the Middle East, Central Asia and West Africa. The Security Council's support for preventive diplomacy, through United Nations special political missions and in collaboration with regional and subregional organisations, is based on a similar approach and has significant further potential for development.

The linkages between peace, development and humanitarian action are central to Swiss foreign policy, including in its role as vice-president of ECOSOC, as a member of the Peacebuilding Commission next year and, once elected, as a non-permanent member of the Security Council in 2023–24.

I thank you.